

MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

L'Acheteur :

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE de LIMOGES établissement support du GHT Limousin
2, avenue Martin Luther King
87042 LIMOGES CEDEX
Direction des Constructions, de la Sécurité et du Patrimoine

Objet de la consultation : AOO 01.2025 DCSP

MARCHÉ D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE DES ÉQUIPEMENTS DE CUISINE ET DE FROID DU CHU DE LIMOGES

Marché soumis aux articles L1111-1, L2124-1, L2124-2, R2124-1, R2124-2.1°, R2131-16.1° et R2161-2 à R2161-5 du
Code de la Commande Publique.

SOMMAIRE

SOMMAIRE.....	2
1 OBJET DU MARCHÉ	4
2 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	4
3 MODALITÉS D'EXÉCUTION.....	5
3.1 Prise d'effet - durée	5
3.2 Cotraitance	5
3.3 Sous-traitance	5
4 OBLIGATIONS DES PARTIES	6
4.1 Obligations du Titulaire	6
4.1.1 <i>Obligation de Moyens</i>	6
4.1.2 <i>Obligation de Résultat</i>	6
4.1.3 <i>Organisation et qualité du personnel intervenant</i>	7
4.1.4 <i>Qualité de la prestation</i>	7
4.1.5 <i>Sécurité</i>	8
4.1.6 <i>Délai d'intervention</i>	8
4.1.7 <i>Responsabilité</i>	8
4.1.8 <i>Propreté</i>	9
4.1.9 <i>Fournitures</i>	9
4.1.10 <i>Assistance - formation</i>	9
4.1.11 <i>Horaires</i>	10
4.2 Obligations du CHU.....	10
4.3 Obligations communes	10
4.3.1 <i>États des lieux contradictoires</i>	10
4.3.2 <i>Installations sous garantie</i>	11
4.4 Laïcité, confidentialité, RGPD, conflit d'intérêt.....	11
4.4.1 <i>Laïcité et neutralité</i>	11
4.4.2 <i>Obligations de discrétion - confidentialité</i>	11
4.4.3 <i>Respect du Règlement Général à la Protection des Données (R.G.P.D.)</i>	12
4.4.4 <i>Conflits d'intérêts</i>	12
5 PRESTATIONS EXCLUES DU MARCHÉ.....	13
6 MODIFICATION DU MARCHÉ PUBLIC	13
6.1 Évolution du périmètre des prestations	13
6.2 Évolution technologique, technique ou réglementaire.....	13
6.3 Circonstance imprévisible	14
7 CONTRÔLE D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	14
7.1 Contrôle de la conduite et de l'entretien des installations et équipements	14
7.1.1 <i>Documents prévisionnels</i>	14
7.1.2 <i>Réunions de suivi</i>	14
7.1.3 <i>Documents d'entretien-maintenance</i>	15
7.1.4 <i>Comptes-rendus</i>	15
7.2 Constatation de l'exécution des prestations.....	17
7.2.1 <i>Type de contrôles</i>	17
7.2.2 <i>Décision après contrôle</i>	18
8 CAUTIONNEMENT	18
9 MODALITÉ DE DÉTERMINATION DES PRIX.....	18

9.1	Contenu des prix	18
9.2	Forme des prix	18
9.2.1	<i>Prestations P2</i>	18
9.2.2	<i>Pièces détachées refacturables</i>	18
9.2.3	<i>Prestations hors forfait</i>	19
9.3	Variations dans les prix	19
9.3.1	<i>Redevances P2</i>	19
9.3.2	<i>Modalités d'application des révisions de prix</i>	19
9.4	Avances	19
9.5	Clause de sauvegarde	19
10	<u>MODALITÉS DE RÈGLEMENT</u>	20
10.1	Facturation	20
10.2	Facturation électronique	20
10.3	Intérêts moratoires	21
11	<u>PRESTATIONS NON CONFORMES - PÉNALITÉS</u>	21
11.1	Prestations non-conformes	21
11.2	Pénalités pour retard	21
11.2.1	<i>Retard dans l'exécution des prestations de maintenance préventive</i>	21
11.2.2	<i>Retard dans la tenue à jour des documents d'entretien-maintenance</i>	21
11.2.3	<i>Retard dans l'intervention pour dépannage</i>	21
11.2.4	<i>Retard dans la réparation</i>	21
11.2.5	<i>Retard dans le rétablissement</i>	21
11.3	Pénalités pour indisponibilité	22
11.4	Pénalités pour non-respect des règles d'hygiène	22
11.5	Pénalités pour non-respect de l'obligation de moyen en personnel	22
11.6	Dérogation	22
11.7	Imputation des pénalités	22
12	<u>RESPONSABILITÉ - ASSURANCE</u>	22
12.1	Responsabilité	22
12.2	Force majeure	23
12.3	Assurances	23
12.3.1	<i>Généralités</i>	23
12.3.2	<i>Assurance RC</i>	23
12.3.3	<i>Assurance « pertes d'exploitation »</i>	23
12.3.4	<i>Franchise</i>	23
13	<u>RÉSILIATION DU MARCHE ET EXÉCUTION PAR DÉFAUT</u>	24
13.1	Cas général	24
13.2	Cas particuliers	24
13.3	Procédure de résiliation	24
14	<u>RÈGLEMENT AMIABLE DES LITIGES</u>	24
15	<u>RECOURS AU COMITE CONSULTATIF REGIONAL OU À LA JURIDICTION COMPETENTE</u>	24
16	<u>CESSION DU MARCHE</u>	25
17	<u>DÉROGATIONS</u>	25

1 OBJET DU MARCHÉ

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P), établi suivant les stipulations de l'arrêté du 30 mars 2021, modifié approuvant le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services, définit une obligation de de moyens et de résultats au sens donné par le droit commun et s'applique au marché qui sera passé suite à un appel d'offres pour un **marché d'entretien et de maintenance des équipements de cuisine et de froid du CHU de Limoges - 87000** tel que défini ci-après ainsi que dans le CCTP du présent marché, afin d'en garantir la continuité de service et d'usage :

- la maintenance préventive
- la maintenance corrective
- l'astreinte et les dépannages 24H/24 et 7jours/7,

2 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont :

Les pièces particulières :

1. L'Acte d'Engagement (A.E.) et toutes les autres pièces à y annexer
2. Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)
3. Le CCTP assorti des documents qui lui sont annexés

Les pièces générales :

1. Guide de rédaction des clauses techniques des marchés publics d'entretien-maintenance de chauffage avec ou sans gros entretien des matériels et avec obligation de résultat, approuvé par la décision n°2007-17 du 4 mai 2007 du Comité exécutif de l'OEAP
2. l'ensemble des normes françaises et européennes.
3. les Documents Techniques Unifiés (D.T.U.) établis par le CSTB.
4. les avis techniques du C.S.T.B. et des assurances pour les procédés de construction, ouvrages ou matériaux donnant lieu à de tels avis
5. les arrêtés et décrets du 3 Mars 1982 et du 21 Juin 1982 relatifs à la sécurité incendie dans les établissements recevant du public.
6. le décret du 14 novembre 1988 relatif à la protection des travailleurs dans les établissements mettant en œuvre des courants électriques.
7. Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés de fournitures courantes et de services approuvé par Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services

Ainsi que tout document venant les modifier ou les remplacer.

Ces pièces, bien que non jointes au présent marché, sont réputées connues du Titulaire.

Toute pièce pouvant s'assimiler à des conditions générales de vente du Titulaire est exclue.

3 MODALITÉS D'EXÉCUTION

3.1 Prise d'effet - durée

Le présent marché est conclu pour une période ferme de 3 années à compter de la date de prise d'effet (1^{er} décembre 2025). Il pourra faire l'objet d'une reconduction expresse d'un an, soit une durée maximale de 4 ans (3+1).

La prise en charge des installations se fera au cours d'une période de 1 mois anticipée par rapport à la prise d'effet du marché, rémunérée dans le prix du marché.

L'année optionnelle sera notifiée de façon expresse 3 mois avant l'échéance de la période en cours.

À l'échéance du marché, le Titulaire du présent marché devra accompagner son successeur éventuel dans la prise en charge des installations pendant également 1 mois, le dernier du marché en cours.

3.2 Cotraitance

Conformément à l'article R.2142-26 du Code de la commande publique, les candidats sont informés que la cotraitance est autorisée dans la limite d'un nombre cotraitants maximum. En conséquence :

- Le groupement momentané d'entreprises ne pourra excéder deux (2) membres.
- Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de rejeter toute offre présentée par un groupement dont le nombre de membres dépasse cette limite.
- Le mandataire du groupement devra être désigné dès la remise de l'offre.
- Les membres du groupement devront s'engager à être soit solidaires, soit conjoints avec mandataire solidaire, conformément à l'article R.2142-24 du Code de la commande publique.

Cette limitation est justifiée par la nature spécifique des prestations attendues dans le cadre du marché de maintenance, lesquelles nécessitent :

- Une **réactivité immédiate** en cas de dysfonctionnement ou de panne ;
- Une **traçabilité homogène** des interventions techniques ;
- Un **interlocuteur unique** pour assurer le suivi, la coordination et la responsabilité complète des opérations de maintenance ;
- Une **garantie de continuité de service** sans risque de dilution de responsabilité ou de désaccord entre membres d'un groupement.

3.3 Sous-traitance

Le Titulaire peut sous-traiter une partie des prestations mais demeure seul responsable de leur exécution envers le CHU.

Les dispositions de l'article 3.6 du CCAG pour la sous-traitance sont applicables. Toutefois, compte tenu du caractère « intuitu personae » du présent marché, celui-ci ne pourra en aucun cas être totalement sous-traité.

L'acceptation d'un sous-traitant en cours de marché et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé par le Centre Hospitalier et le Titulaire.

La sous-traitance sera soumise à l'accord préalable du CHU sans que le Titulaire du marché soit pour cela dégagé de son entière responsabilité, et de la coordination de l'intervention de son sous-traitant.

Les prestations sous-traitées sont exécutées avec le même niveau de qualité et sont soumises aux mêmes conditions d'exécution.

Le Titulaire se porte garant vis-à-vis de l'Établissement du respect par le sous-traitant de l'ensemble des clauses et conditions du présent projet.

Chaque fois que le Titulaire souhaite avoir recours à un sous-traitant, l'identité dudit sous-traitant est préalablement soumise à l'acceptation du CHU, et il doit être intégré au Plan de prévention.

4 OBLIGATIONS DES PARTIES

4.1 Obligations du Titulaire

4.1.1 Obligation de Moyens

4.1.1.1 *Objet de la clause*

Dans le cadre de l'exécution du présent marché de maintenance des installations de froid industriel et des équipements de cuisine centrale, le Titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens humains, matériels et organisationnels nécessaires pour assurer une qualité de service optimale, dans le respect des règles de l'art, de la réglementation en vigueur, et des objectifs de continuité d'exploitation des équipements.

4.1.1.2 *Moyens humains*

Le Titulaire affectera spécifiquement à l'exécution du présent marché une équipe dédiée composée de trois (3) techniciens généralistes qualifiés, formés aux spécificités des installations de froid industriel notamment aux machines fonctionnant au CO₂, et des équipements de cuisine professionnelle. Cette équipe sera disponible sur site aux jours et horaires définis à l'article 4.1.11 ci-dessous, avec une capacité d'intervention renforcée en cas de situation critique ou d'urgence. Un planning de présence sera remis au CHU au début de chaque période annuelle.

Cette équipe sera appuyée par un ensemble de spécialistes et d'experts dans les techniques concernées en base arrière (back-office).

En aucun cas le personnel affecté au marché ne sera dévoyé vers un autre client. En cas d'indisponibilité (maladie, formation, ...) le CHU devra en être informé et le personnel concerné devra être remplacé.

4.1.1.3 *Moyens matériels*

Le Titulaire disposera d'un véhicule d'intervention équipé, permettant un accès rapide et efficace aux sites concernés, de moyens d'accès terminaux légers (échafaudages, PIRL, ...), des moyens de communication, ainsi que de l'outillage spécialisé nécessaire à l'exécution des prestations (détection de fuites, contrôle de températures, rechargement de fluides frigorigènes, etc.).

4.1.1.4 *Stock de première urgence*

Le Titulaire maintiendra un stock tampon de première urgence, incluant les pièces détachées critiques et les consommables essentiels (ex. : thermostats, sondes, joints, relais, fusibles, compresseurs courants, etc.), afin de garantir la réactivité des interventions et de limiter les temps d'arrêt des installations sensibles.

Ce stock devra être dimensionné de manière pertinente en fonction des équipements recensés, actualisé périodiquement, et localisé dans un lieu permettant une mise à disposition immédiate en cas de besoin.

4.1.1.5 *Engagement sur la réactivité*

Le Titulaire s'engage à intervenir dans les délais définis contractuellement, en mobilisant l'équipe dédiée ou des moyens de remplacement équivalents en cas d'indisponibilité, et à faire preuve de diligence dans la gestion des incidents affectant les installations critiques (ex. : enceintes frigorifiques de conservation, chambres froides, etc.).

En cas d'indisponibilité de l'équipe attitrée, il devra proposer un personnel de remplacement de compétences équivalentes.

4.1.1.6 *Nature de l'obligation*

La présente clause constitue une obligation de moyens : le Titulaire ne garantit pas un résultat absolu, mais il s'engage à déployer avec rigueur l'ensemble des ressources à sa disposition pour atteindre les objectifs du marché, démontrant ainsi sa bonne foi et sa compétence professionnelle.

4.1.2 Obligation de Résultat

Concernant certains équipements ou prestations critiques, le Titulaire est tenu à une **obligation de résultat**, notamment :

- Le **maintien en condition opérationnelle** des équipements identifiés comme sensibles (enceintes frigorifiques de stockage, cellules de refroidissement rapide, systèmes de sécurité alimentaire, etc.).
- Le **respect des températures** de conservation portées au CCTP (Art. 7), à défaut de quoi des mesures conservatoires immédiates devront être mises en œuvre.
- La **remise en service fonctionnelle** des installations critiques dans un délai maximum défini (CCTP Art. 3.4.5.2 et 3.5.2).

À défaut, le Titulaire pourra être tenu pour **responsable des conséquences**, notamment en cas de rupture de la chaîne du froid ou de non-conformité sanitaire, et pourra faire l'objet de **pénalités contractuelles**, sans préjudice des réparations dues au titre de la responsabilité civile ou contractuelle.

4.1.3 Organisation et qualité du personnel intervenant

Le Titulaire remettra au CHU, avant sa première intervention, un organigramme exhaustif, nominatif et fonctionnel du personnel affecté à la réalisation de son marché.

Cet organigramme sera tenu à jour et communiqué au CHU après toute modification. Il comprendra également le personnel issu de la sous-traitance éventuelle.

Le Titulaire assure la présence d'autant de techniciens qu'il est nécessaire pour remplir ses obligations.

Chaque intervenant possède les spécialisations et qualifications requises dans le cadre de sa fonction. Le Titulaire fournira les certificats d'habilitation des techniciens intervenants.

Le personnel de garde du CHU devra avoir la possibilité de contacter en permanence (24h/24, 7j/7) un responsable technique habilité à prendre toutes décisions d'ordre technique ou financier et capable d'intervenir ou de faire intervenir dans les délais requis les personnels qualifiés nécessaires.

Il est bien entendu que le CHU sera toujours en droit d'exiger du Titulaire qu'il retire de l'effectif affecté, toute personne qu'il juge ne pas présenter les qualités professionnelles requises ou dont le comportement fait l'objet de réclamations fondées de la part du CHU.

Le Titulaire est tenu au remplacement immédiat du personnel manquant par un personnel de qualification identique, en toutes circonstances.

Il s'engage à mettre en place le personnel supplémentaire en poste ou astreinte en cas d'événement exceptionnel, sur demande du CHU.

Le Titulaire produira les attestations de la médecine du Travail certifiant l'aptitude de ses agents intervenants sur le site à travailler dans les différents locaux concernés par le marché considéré, préalablement à toute intervention de chaque agent. Il produira également les certificats d'habilitation de son personnel dès la prise en charge des installations.

Le personnel du Titulaire et de ses sous-traitants devra être clairement identifiable (tenue de travail particulière, logo, badge, ...).

4.1.4 Qualité de la prestation

Le Titulaire devra exécuter les prestations définies au CCTP du présent marché.

Il se soumettra au contrôle suivant les modalités de l'article 7.2 du présent CCAP.

Il se conformera notamment aux prescriptions des constructeurs et/ou installateurs, indiquant en particulier les détails des travaux d'entretien et leur périodicité ; il proposera à cet effet un planning des opérations programmées qu'il soumettra pour approbation au CHU (voir art.7.1.1.1). Il s'engage à faire seul et intégralement son affaire du maintien en parfait état de service des installations de façon à garantir la continuité, la sécurité du service et le maintien des performances des installations.

En conséquence, le Titulaire fera son affaire de toutes les interventions de maintenance ressortant de la compétence du seul constructeur et/ou installateur. À cet effet, il souscrira à ses frais tous les contrats de sous-traitance correspondants et en fournira copie au CHU.

Le Titulaire est seul responsable de l'organisation du travail, de la discipline, du respect des consignes, du respect des règles de l'art dans la qualité de ses prestations, et de l'efficacité de son personnel, et d'une manière générale de la fourniture et de l'usage, de tous les moyens qu'il met en œuvre conformément à la réglementation en vigueur pour accomplir ses prestations.

Le Titulaire devra s'acquitter de tous les frais de raccordement et de fonctionnement des lignes téléphoniques mises à sa disposition par le CHU (Ligne de télésurveillance ou ligne téléphonique).

Le Titulaire est tenu d'atténuer au maximum les gênes occasionnées par :

- les interventions normales d'entretien - par exemple, il ne sera pas admis l'arrêt simultané de 2 appareils ou 2 équipements fonctionnant en redondance ou en duplex.
- les pannes
- les interventions correctives (dépannages et réparations).

en particulier il sera porté la plus grande attention aux poussières, bruits, fumées, odeurs, ...

Le Titulaire s'engage à laisser en fin d'exécution du marché les locaux et équipements dont il a la charge en état normal d'entretien et de fonctionnement.

4.1.5 Sécurité

Le Titulaire respecte et fait respecter par son personnel :

- les règles de sécurité du travail, conformément à la législation en vigueur (ex : EPI),
- le plan de prévention (ex : permis de feu, tenues, protocoles d'intervention)
- les règles applicables au personnel de l'extérieur intervenant dans le CHU,
- la discipline et le règlement intérieur de l'établissement, (ex : autorisation d'accès, vêtements spéciaux, etc.)
- les consignes particulières propres aux locaux dans lesquels il intervient,
- les consignes élaborées par le CHSCT, au contrôle duquel il soumettra préalablement ses interventions importantes ou génératrices de nuisances.

À cet effet, en complément du plan de prévention, il rédigera un protocole d'intervention dans le premier mois du marché et en tant que de besoin au cours de l'exécution. Ce protocole devra détailler les modes opératoires d'intervention en milieu sensible, et sera basé sur une analyse de risque portant à la fois sur la sécurité des personnes que sur celle des équipements et celle des denrées stockées ou produites.

Le Titulaire est responsable de la bonne observation des règlements pour la lutte contre la pollution atmosphérique et contre la pollution des eaux.

4.1.6 Délai d'intervention

Le Titulaire assurera les dépannages 24 heures sur 24, 7 jours sur 7.

Le délai maximum de début d'intervention après réception de l'appel du CHU figure dans le CCTP. L'origine de ce délai est l'appel téléphonique, le fax, le message téléphonique ou la réception de tout autre moyen de communication.

Le Titulaire doit, lors de son intervention, et dans le délai fixé au CCTP :

- se rendre sur le site
- prendre connaissance du dysfonctionnement,
- procéder aux opérations palliatives ou curatives (NF X 60.010), ou à défaut,
 - définir et mettre en place les mesures de protection,
 - vérifier que les consignes de sécurité sont connues de tous les intervenants pendant la poursuite provisoire de l'entretien-maintenance.

En cas d'incident technique majeur pouvant mettre en jeu la sécurité de production ou de conservation des denrées et repas, ou en cas de non intervention dans le délai d'une heure, le CHU se réserve le droit de prendre toutes les mesures jugées utiles par les responsables des Services Techniques, y compris l'intervention directe et immédiate de ses techniciens, ou après expiration du délai maximum d'intervention du Titulaire (1 heure) d'un prestataire extérieur de son choix, aux frais et risques du Titulaire. Le Titulaire autorise expressément l'intervention sur les installations dont il a la charge du personnel dûment habilité du CHU, et pour lequel il aura assuré la formation, ou du prestataire choisi par ce dernier.

Le Titulaire prendra toutes mesures, en accord avec le CHU en particulier pour les prestations forfaitaires, pour effectuer dès que possible les réparations, modifications ou améliorations ayant pour objet de supprimer la ou les défaillances.

Le Titulaire ne pourra exciper du fait de grève, maladie ou absence de son personnel pour ne pas remplir ses obligations contractuelles.

4.1.7 Responsabilité

Pendant toute la durée d'exécution du marché, le Titulaire est responsable des dommages qui pourraient être causés, soit aux biens, soit aux installations dont il assure l'entretien-maintenance, ainsi que des dommages corporels ou incorporels pouvant en résulter, que ces dommages soient causés au CHU ou à des tiers, y compris ses propres préposés.

Le Titulaire devra signaler sous 24h, par écrit, au CHU, les incidents constatés au cours de la maintenance, préventive ou corrective, ainsi que les incidents prévisibles, dès qu'il pourra les déceler, en indiquant les travaux nécessaires à leur prévention ainsi que les conséquences que pourraient entraîner la non-intervention du CHU et la non-exécution des travaux nécessaires à leur prévention.

En cas de défaillance d'un matériel ou équipement, le Titulaire devra vérifier si ledit matériel ou équipement est sous garantie. Dans l'affirmative, il le signalera au CHU et assistera celui-ci dans ses actions en garantie. Dans le cas d'échange standard, ou d'utilisation de pièces réparées, dont le CHU est initiateur, la responsabilité du Titulaire demeure entière.

En cas de non-respect par le Titulaire des obligations précitées, les incidents qui se produiraient ainsi que leurs conséquences seront entièrement à la charge de ce dernier.

Dans les circonstances exigeant une interruption immédiate du fonctionnement de l'installation, le Titulaire sera autorisé à prendre des mesures d'urgence. Il devra en aviser le CHU dans les plus brefs délais.

De même le Titulaire sera tenu de signaler toute non-conformité à la réglementation en vigueur des équipements ou des locaux dont il a la charge.

Le Titulaire est entièrement responsable des produits et matériels qu'il utilise pour l'exécution de sa prestation. Il ne pourra rechercher la responsabilité du CHU en cas de disparition, dégradation, vieillissement, etc.

4.1.8 Propreté

Le Titulaire devra maintenir en parfait état de propreté les locaux et équipements dont il a la charge dans le cadre du présent marché, et évacuer à la décharge les matériels, matières et équipements usagés dans le respect des dispositions législatives (loi du 15 juillet 1975 relatives à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux).

4.1.9 Fournitures

Le Titulaire devra gérer le stock de pièces détachées et des consommables pour l'ensemble des installations objets du marché. Il déclenchera en temps utile les approvisionnements nécessaires dans le cadre de la continuité de service. Il assurera un contrôle qualitatif des approvisionnements.

Les pièces détachées d'un montant inférieur à 100 € HT sont comprises dans le montant de la prestation P2, étant entendu que si elles sont constitutives d'un ensemble cohérent remplacé dans son intégralité elles ne seront pas comptabilisées à l'unité. Le Titulaire devra produire une liste indicative chiffrée (BPU).

Les pièces détachées d'un montant supérieur ou égal à 100 € HT seront facturées à l'attachement, sur bordereau pour les pièces stockées. Le Titulaire devra produire une liste indicative chiffrée (BPU).

Les pièces détachées hors bordereau seront facturées en justifiant le montant par des factures des fournisseurs auxquelles seront appliquées le coefficient de peines et soins.

Les pièces détachées devront être neuves et d'origine ou compatibles avec la pérennité des équipements.

La détermination des pièces détachées stockées se fera selon une analyse de type AMDEC, qui déterminera également si les pièces doivent être stockées sur site ou hors site.

Le Titulaire et le CHU réaliseront un inventaire des pièces stockées à l'issue du marché. Le CHU aura ainsi la capacité de racheter le stock au Titulaire soit en valeur bordereau soit en justifiant la valeur des pièces par des factures auxquelles seront appliquées le coefficient de peines et soins si les pièces sont hors bordereau.

4.1.10 Assistance - formation

Le Titulaire s'engage à participer à ses frais aux visites réglementaires périodiques des organismes de contrôle. Les démontages et remontages des matériels nécessaires à ces visites seront à la charge du Titulaire. Il mettra à disposition l'outillage et la main d'œuvre nécessaires. Les frais d'épreuves réglementaires restent à la charge du CHU.

Après toute modification des installations effectuée par le Titulaire, celui-ci devra mettre à jour les plans, schémas et synoptiques des installations et transmettre au CHU un exemplaire reproductible de ces documents modifiés, ainsi qu'un exemplaire au format Autocad.

Le Titulaire assurera une formation régulière à son personnel affecté au site ou susceptible d'y intervenir, ainsi qu'au personnel d'astreinte du CHU. En particulier, il fera réaliser une formation de ses agents par les constructeurs des principaux équipements (production de froid, gros équipement de cuisine, etc.) et transmettra les attestations de formation au CHU.

Le Titulaire accepte pendant le dernier mois de son marché, d'assurer la transmission de la connaissance des lieux et installations à son éventuel successeur, sans pouvoir prétendre à une quelconque rémunération supplémentaire.

Le Titulaire s'engage par ailleurs à restituer au CHU toute la documentation (plans, D.O.E., notices techniques, etc.) remise au cours du marché, ainsi que les clefs ou autres moyens d'accès mis à sa disposition.

4.1.11 Horaires

Le Titulaire sollicitera l'autorisation du CHU s'il désire procéder à des opérations de maintenance préventive à l'occasion d'une intervention de maintenance corrective.

Sauf dispositions contraires établies d'un commun accord, les prestations d'entretien préventif seront exécutées pendant la plage horaire de présence sur site du Titulaire, soit de 8 heures à 18 heures du lundi au vendredi.

Les prestations d'entretien curatif et de dépannage seront réalisées pendant la plage horaire de présence sur site du Titulaire, soit du lundi au vendredi et de 8 heures à 16 heures le samedi, les interventions en dehors de ces plages horaires ne concernant que les équipements vitaux (criticité 1) et faisant l'objet d'une astreinte.

4.2 Obligations du CHU

Le CHU :

- fournira tous les renseignements utiles au Titulaire pour l'accomplissement de sa mission.
 - maintiendra clos et couverts et en bon état les locaux mis à la disposition du Titulaire.
 - assurera, à ses frais, avec la participation d'un organisme agréé, les vérifications réglementaires périodiques prévues par les textes en vigueur et celles qui deviendraient obligatoires jusqu'à la fin du marché. Les travaux exigés par l'organisme agréé seront à la charge du CHU sauf s'ils résultent d'un défaut de maintenance lié aux prestations du Titulaire.
 - devra maintenir ou mettre en conformité avec la réglementation en vigueur les équipements et locaux objets du présent marché.
 - signalera immédiatement au Titulaire toutes les pannes et anomalies de fonctionnement constatées sur les équipements objets du présent marché.
 - assurera à ses frais la fourniture de l'eau et de l'électricité nécessaires au fonctionnement des installations.
 - informera le Titulaire des éventuels travaux de modification qui pourraient être réalisés par lui-même ou par des tiers sur les équipements objets du marché ou sur les équipements aval de ces installations et susceptibles d'avoir une incidence sur leur fonctionnement.
- Il appartiendra au Titulaire de formuler par écrit ses observations ou réserves éventuelles sur les modifications envisagées.
- devra laisser au personnel du Titulaire le libre accès aux équipements objets du présent marché afin de lui permettre de procéder à l'entretien et au dépannage de ces équipements.
 - assurera la maintenance de son outil GMAO y compris les attributions d'accès.

4.3 Obligations communes

4.3.1 États des lieux contradictoires

Lors du mois de recouvrement avec le marché précédent, le Titulaire du présent marché organisera dans le cadre de ses prestations un audit contradictoire avec le Titulaire du marché en cours (pour autant qu'il soit concerné) et un (au moins) représentant du CHU.

Cet audit de prise en charge, organisé site par site, fera l'objet d'un rapport de situation contresigné par l'ensemble des parties et remis également au format Excel pour actions de suivi. En cas de défaut ou de défaillance d'un équipement ou d'une installation constaté lors de cet état des lieux, le CHU fera son affaire de la remise en état.

Il sera également procédé à un état des lieux similaire lors du dernier mois du présent marché, en présence de l'éventuel nouveau Titulaire.

Si ce dernier état des lieux fait apparaître des défauts de maintenance ou des défaillances d'un équipement ou d'une installation, le Titulaire fera son affaire de la remise en état dans les conditions du présent marché dans un délai de 30 (trente) jours.

4.3.2 Installations sous garantie

Le CHU autorise expressément le Titulaire à intervenir sur des installations et équipements sous garantie (y compris bon fonctionnement). Le Titulaire assurera la maintenance préventive ainsi que la maintenance corrective de ces installations et équipements tant que la garantie n'est pas mise en jeu. Le Titulaire se rapprochera du fournisseur d'équipement concerné pour obtenir les autorisations nécessaires pour intervenir.

En cas de faute du Titulaire entraînant une perte de garantie, celui-ci devra prendre à sa charge toutes les conséquences de la réparation liée à sa faute.

4.4 Laïcité, confidentialité, RGPD, conflit d'intérêt

4.4.1 Laïcité et neutralité

En application de l'article 1-II de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, lorsqu'un contrat de la commande publique, au sens de l'article L. 2 du code de la commande publique, a pour objet, en tout ou partie, l'exécution d'un service public, son titulaire est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. Il prend les mesures nécessaires à cet effet et, en particulier, il veille à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire du contrat veille également à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public s'assure du respect de ces obligations. Il est tenu de communiquer à l'acheteur chacun des contrats de sous-traitance ou de sous-concession ayant pour effet de faire participer le sous-traitant ou le sous-concessionnaire à l'exécution de la mission de service public.

4.4.2 Obligations de discrétion - confidentialité

Le titulaire est tenu à une obligation de discrétion.

L'obligation de confidentialité définie à l'article 5.1 du CCAG-PI s'applique à l'ensemble des informations, documents et éléments de toute nature.

Les documents éventuellement remis par le maître d'ouvrage au titulaire devront lui être restitués à la fin de la réalisation de l'étude concernée.

Ainsi, le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, reçoit, à titre confidentiel, des renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir secrète ou confidentielle cette communication.

Pendant la phase de passation de marchés, le titulaire s'interdit tout contact avec les entreprises candidates à l'attribution du contrat en dehors des rencontres formelles (Auditions notamment).

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation du maître d'ouvrage, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître. Il en est pareillement de tout renseignement de même nature parvenu à la connaissance du titulaire à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Le titulaire doit avertir sans délai le maître d'ouvrage de toute violation de l'obligation de confidentialité ci-dessus, par son personnel, notamment.

La responsabilité du titulaire peut être recherchée en cas de manquement aux consignes de la part de son personnel en matière de contrôle d'entrées ou de sorties des personnes, ainsi qu'en matière de contrôle de sorties de documents de toute nature, objets, matériels ou marchandises par ces mêmes personnes. Elle peut être également recherchée en cas de dissimulation, d'appréhension, de détournement ou de dissipation de toute information.

En cas de non-respect par le titulaire des obligations résultant du présent article, le maître d'ouvrage peut résilier le marché, sans préjudice de réclamer des dommages et intérêts pour le préjudice éventuellement subi. Si, à l'occasion de l'exécution du marché, le titulaire a reçu communication à titre secret ou confidentiel de renseignements ou documents, il est tenu d'en conserver le secret ou la confidentialité.

L'accès aux informations et documents mis à disposition du titulaire pour l'exécution de la prestation ne confère à celui-ci aucun droit d'utilisation pour son propre compte ou le compte de tiers.

Le non-respect de cette clause peut engager la responsabilité pénale du titulaire.

4.4.3 Respect du Règlement Général à la Protection des Données (R.G.P.D.)

4.4.3.1 Définition et interprétation

- « Données à caractère personnel » désigne toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable (ci-après dénommée « personne concernée ») ; est réputée être une « personne physique identifiable » une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale ;
- « Responsable du traitement » désigne la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement; lorsque les finalités et les moyens de ce traitement sont déterminés par le droit de l'Union ou le droit d'un État membre, le responsable du traitement peut être désigné ou les critères spécifiques applicables à sa désignation peuvent être prévus par le droit de l'Union ou par le droit d'un État membre;
- « Service » désigne l'ensemble des obligations incombant au prestataire incluant la fourniture de services ;
- « Sous-traitant » désigne la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable du traitement ;
- « Violation de données à caractère personnel » désigne une violation de la sécurité entraînant de manière accidentelle ou illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée de données à caractère personnel transmises, conservées ou traitées d'une autre manière, ou l'accès non autorisé à de telles données.

4.4.3.2 Obligation en matière de protection des données

Les parties sont tenues au respect de la législation applicable en matière de protection des données conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ainsi qu'au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (dit RGPD).

Les traitements de données personnelles réalisés par le maître d'ouvrage dans le cadre de cette procédure ont pour finalité d'assurer son bon déroulement et de contribuer à l'analyse des candidatures et des offres.

Les destinataires des données à caractère personnel sont exclusivement les personnes chargées de suivre l'exécution de la procédure.

Les données collectées lors de cette procédure seront conservées pendant une période minimale de 5 ans à compter de la date de signature du marché public, objet de la consultation.

Toute personne concernée par un traitement de données à caractère personnel dispose à tout moment d'un droit d'accès à ses données, d'un droit de rectification de ses données en les mettant à jour ou en les faisant rectifier, d'un droit à la limitation du traitement en sollicitant sa suspension, d'un droit d'opposition au traitement de ses données à caractère personnel, d'un droit à l'effacement en sollicitant la suppression des données à caractère personnel le concernant et d'un droit à la portabilité en récupérant ses données à caractère personnel afin d'en disposer.

La demande relative à l'exercice de ces droits s'effectue par mail à l'adresse suivante : DPO@chu-limoges.fr ou par courrier à adresser au CHU de Limoges, à l'attention du délégué à la protection des données, 2 avenue Martin Luther King 87042 LIMOGES Cedex. La politique de confidentialité et de protections des données personnelles du maître d'ouvrage peut être consultée également à l'adresse suivante : DPO@chu-limoges.fr

4.4.4 Conflits d'intérêts

Le Titulaire est tenu de s'assurer que chacun des membres de l'équipe dédiée à l'exécution des prestations n'est pas en situation de conflit d'intérêts.

Dans le cas contraire, la ou les personne(s) concernée(s) au sein de l'équipe sont obligatoirement tenues de se déporter. Le Titulaire aura l'obligation de les remplacer sans délai dans l'exécution de la / des prestation(s), par des intervenants de profil équivalent ou supérieur (Séniorité, expérience...).

Si le Titulaire ne procède pas à ce remplacement ou si l'intervenant proposé en remplacement ne présente pas le profil requis, il pourra être procédé à la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire dans les conditions fixées à l'article 10.2.

Il en sera de même en cas de manquement répété du Titulaire aux obligations de prévention et de règlement des situations de conflit d'intérêts.

5 PRESTATIONS EXCLUES DU MARCHÉ

Les prestations liées à une casse ou une mauvaise utilisation des équipements ou installations objet du marché, qui ne proviendraient pas de la faute du Titulaire, sont exclues du marché.

Il en est de même pour les non-conformités réglementaires qui surviendraient par la cause d'une évolution dans la réglementation.

6 MODIFICATION DU MARCHÉ PUBLIC

Le CHU de Limoges se réserve le droit d'acquérir auprès du Titulaire retenu des fournitures, des prestations de travaux ou des prestations de services nouvelles en lien avec l'objet du marché qui ne seraient pas identifiées à ce jour.

6.1 Évolution du périmètre des prestations

Conformément à l'article R.2194-1 du Code de la commande publique et à l'article 23 du CCAG-FCS 2021, les parties conviennent que le périmètre des prestations objet du présent marché pourra évoluer au cours de son exécution, en fonction des besoins du pouvoir adjudicateur.

Toutefois, les variations quantitatives de prestations, dans la limite de $\pm 5\%$ de la valeur initiale du marché, n'entraîneront pas de modification de prix. Cette marge de tolérance est considérée comme incluse dans la rémunération forfaitaire ou unitaire convenue.

Néanmoins, même en l'absence de modification de prix, toute variation du périmètre des prestations — qu'elle concerne l'ajout ou le retrait d'équipements, la redéfinition de sites d'intervention, ou l'adaptation du contenu technique des prestations — fera l'objet d'un avenant annuel fixant la liste actualisée des matériels et/ou prestations concernés.

Cet avenant s'inscrira dans le cadre des articles R.2194-1 à R.2194-10 du Code de la commande publique. Il aura pour objet de garantir la bonne exécution du marché, la traçabilité des modifications et la bonne information des parties, sans préjuger d'une variation tarifaire lorsqu'elle n'est pas justifiée par l'évolution constatée.

Les modifications intervenant en cours d'année seront consignées dans un document de suivi sous forme de tableau, contresigné par les parties en tant que de besoin. Ce tableau servira de base à la rédaction de l'avenant annuel. Le modèle de tableau pourra comporter, à titre indicatif, les colonnes suivantes :

- Numéro de modification
- Date d'effet
- Description de la modification
- Localisation ou équipement concerné
- Impact sur les prestations
- Signature des parties
- Numéro d'avenant (à compléter annuellement)

Exemple de tableau :

Numéro de modification	Date d'effet	Description de la modification	Localisation ou équipement concerné	Impact sur les prestations	Signature des parties	Numéro d'avenant

6.2 Évolution technologique, technique ou réglementaire

En cas d'évolution technologique pendant la période d'exécution du marché public, le Titulaire aura la possibilité, après accord du C.H.U de LIMOGES, de modifier ou de remplacer les fournitures objets du présent marché public par des fournitures ou services plus performants ou adaptés aux besoins, sans supplément de prix.

Ces modifications ne feront pas l'objet d'avenant.

Dans ce cas, le Titulaire devra fournir un certificat indiquant :

- D'une part que cette nouvelle référence se substitue à l'ancienne
- D'autre part que le prix fixé au marché public pour l'ancienne référence est maintenu.

6.3 Circonstance imprévisible

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le Titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- Des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- Des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le Titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'acheteur d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisées pour la révision des prix du marché.

Les surcoûts pris en charge par l'acheteur peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées par les documents particuliers du marché ou dans l'avenant conclu en application du présent article.

7 CONTRÔLE D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

7.1 Contrôle de la conduite et de l'entretien des installations et équipements

7.1.1 Documents prévisionnels

7.1.1.1 *Planning prévisionnel d'activité*

Le Titulaire remettra le planning prévisionnel des interventions au CHU au cours de chaque réunion mensuelle.

Ce planning fera apparaître les principales opérations envisagées ; (les opérations pouvant porter atteinte à la continuité des services seront mises en évidence – couleur particulière etc..). Il sera approuvé ou modifié par le CHU dans les 10 jours ouvrés qui suivent. En l'absence de remise en cause dans ce délai, il sera considéré comme approuvé.

Il est évident, cependant, que le CHU pourra remettre en cause, à tout moment, le planning pour tout motif dont il reste seul juge.

La modification du planning n'entraîne en aucun cas la modification du prix du marché.

7.1.1.2 *Organisation des astreintes*

Le Titulaire remettra dès le début du mois de recouvrement initial son protocole de déclenchement de l'astreinte ainsi que celui de gestion de crise.

Ce document mentionnera le numéro de téléphone unique permettant de déclencher l'intervention du personnel en astreinte.

Le tableau des astreintes du personnel du Titulaire sera remis au CHU une semaine calendaire avant le début d'exécution du marché.

7.1.2 Réunions de suivi

7.1.2.1 *Suivi mensuel*

Ces réunions ont pour objet de :

- Remettre et commenter le rapport mensuel technique et économique,
- Mettre en œuvre les leviers techniques et économiques dans le cadre de la démarche d'amélioration continue,
- Examiner la mise en œuvre effective des actions Préventives, Correctives ou accompagnement des prestations réglementaires depuis la précédente réunion,
- Planifier et mettre en œuvre les actions et les changements décidés,

- Examiner les problèmes rencontrés par le Titulaire

7.1.2.2 *Suivi annuel*

Ces réunions ont pour objet de :

- Remettre et commenter le rapport annuel technique et économique,
- Mettre en œuvre les leviers techniques et économiques dans le cadre de la démarche d'amélioration continue,
- Contrôler le fonctionnement global des prestations,
- Examiner la qualité de la prestation par l'analyse des indicateurs de suivi défini au plan de progrès,
- Veiller au respect, par tous les acteurs, de l'ensemble des dispositions définies au projet,
- Examiner les éventuelles pénalités à notifier pour la période écoulée,

7.1.3 Documents d'entretien-maintenance

Le Titulaire doit l'établissement, la tenue et la mise à jour des documents d'entretien-maintenance comprenant :

- Les registres réglementaires ou les cahiers d'inventaire du matériel et des équipements qui lui sont confiés avec les rapports d'examens et essais et la mention des opérations effectuées sur le matériel,
- le cahier des réclamations, consultable à tout moment par les services techniques, qui mentionnera :
 - la réclamation : date, heure, objet,
 - l'action corrective : date, heure, description, résultat, conséquences.
- Un planning par site des opérations programmées d'entretien préventif avec mention du résultat après exécution. Ce planning sera affiché dans chaque local technique concerné.
- Le carnet de bord de chaque site comportant :
 - les heures d'entrée, de sortie et les noms des différentes personnes d'entretien,
 - les heures d'entrée et de sortie des personnes étrangères avec nom, qualité et motif d'intervention sur les équipements figurant au marché,
 - les descriptions des opérations de maintenance programmées réalisées,
 - les incidents de marche, avec causes, effets et remèdes,
 - les réparations effectuées, avec la liste des pièces détachées utilisées,
 - le relevé des mesures, comptages et contrôles.

Ces documents sont sur le site à disposition du CHU, qui peut en prendre connaissance à tout moment. L'ensemble sera hébergé dans la GMAO du CHU.

7.1.4 Comptes-rendus

7.1.4.1 *Réunions mensuelles*

Tous les mois, le Titulaire présentera et remettra au CHU un compte rendu pour chaque site précisant :

- l'exécution des prestations réalisées au cours de la période précédente,
- toute question relative à l'organisation et la gestion du marché,
- les propositions des petits travaux en attente.

Le Titulaire doit établir un rapport de synthèse mensuel dans lequel sont consignés :

- Le bilan des opérations de maintenance Préventive, Corrective effectuées le mois écoulé, au regard de celles planifiées : ce bilan fait apparaître clairement l'état d'avancement réel des opérations, et les dispositions prévues pour pallier les retards,
- Le cas échéant, la liste des observations faites lors des Vérifications Réglementaires et les mesures prises par le Titulaire, dans le cadre de son forfait, pour répondre à ces observations,
- La nature de tout ce qui n'est pas conforme à la réglementation,
- Le nombre d'interventions Correctives, la liste des défaillances /pannes observées, l'analyse de leur cause, les mesures prises pour y remédier, la liste des pièces changées,

- Les problèmes et les incidents particuliers constatés dans le mois, avec commentaires et propositions d'amélioration et d'actions correctives,
- Un état des améliorations apportées sur les installations et des résultats sur leur fonctionnement,
- Le temps passé en Maintenance Préventive ou Corrective,
- La synthèse des demandes d'intervention, en spécifiant le pourcentage d'interventions conformes à l'exigence de respect du délai d'intervention,
- Le bilan financier des dépenses : pièces de rechange, des opérations " hors forfait ", actions amélioratives, coûts des levées de réserve,
- L'état du stock,
- L'état des devis établis,
- Les faits marquants de la période écoulée,
- Le suivi des équipements les plus déficients,

7.1.4.2 Réunions annuelles

Un mois après la date anniversaire du marché, le Titulaire présentera un bilan de l'entretien-maintenance devant faire apparaître les incidents survenus et les points importants de la maintenance de l'année précédente avec notamment :

- L'analyse globale de l'état des installations,
- L'analyse critique des stocks des pièces de rechange,
- Les paramètres de fonctionnement comparés à ceux prévus à l'origine par le constructeur,
- L'évolution graphique des différents budgets pilotés par le Titulaire,
- La dissociation des dépenses au forfait et hors forfait prévues au présent document, en indiquant les montants payés au Prestataire ou aux sous-traitants, o La dissociation des dépenses non prévues au présent document (prestations complémentaires)
- Une synthèse des rapports mensuel de l'année écoulée,
- Les propositions d'amélioration identifiées dans le cadre de la démarche de plan de progrès,
- Les faits marquants de la période écoulée. les moyens fournis en matériel et en personnel,
- les temps réels passés,
- les bilans de la campagne écoulée,
- l'information sur les opérations à venir

7.1.4.3 Contenu des bilans mensuels et annuels

Les bilans mensuels et annuels comprendront :

- Le bilan de la situation des équipements et des différentes interventions (Préventive, Corrective, réglementaire, ...).
- Le nombre de panne sur équipements vitaux, importants et secondaires,
- Le bilan du nombre d'intervention en astreinte, le suivi des dépenses,
- Le taux de disponibilité, ...
- L'analyse du nombre d'interventions ;
- La prise en compte des principaux ratios de maintenance ;
- La répartition des heures et des coûts associés par type d'intervention (maintenance, corrective, préventive, ...). ;
- Le coût et le temps moyen par intervention ;
- L'analyse technique des pannes : nature de pannes / code défaillance ; nombre de pannes (mise en évidence de pannes répétitives) ;

- L'analyse de requêtes techniques et financières réalisées sur l'historique : mise en évidence de pannes particulières ; création et suivi d'indicateurs de performance personnalisés ;
- L'analyse des gammes d'interventions, et de leur mise à jour ;
- L'analyse des plannings et des travaux en retard
- Les OT planifiés/mois, OT terminés (Préventif) du mois, OT en retard/mois, OT en attente/mois, les OT réalisés en retard, les OT annulés ; Totaux annuels et/ou cumul ;
- Les heures prévues/mois, heures réalisées/mois, cumuls des heures prévues et réalisées, cumuls des heures prévues non réalisées, suivi causes ;
- Par mois : les DI créées, DI annulées, DI refusées, DI terminées : avec et sans remise en service en mode dégradée (Dissocier les différentes catégories de DI : suite VR, MP, ...), DI suite VR, DI suite MP, écart entre date acceptation et la réception prestataire, Totaux annuels et/ou cumul ;
- Par mois : le nombre d'heures de DI réalisées, les totaux annuels ;
- Par mois : les DI en attente, DI palliatives et stock de DI avec historique et antériorité, DI en réception prestataire ;
- Par mois : les VR prévues, VR effectuées, VR réalisées en retard, VR en retard et justificatif, Totaux annuels et/ou cumul ;
- Le coût des levées de réserve à la suite des VR ;
- Par classe d'équipement (criticité) : le respect du délai d'intervention par DI, Nombre d'interventions dans les délais, hors délais ;
- Le délai d'intervention et de réparation ;
- La disponibilité et/ou l'indisponibilité des équipements "stratégiques" à l'unité ;
- La disponibilité moyenne par classifications de criticité ;
- Le respect du délai de clôture des OT ;
- La fiabilité des équipements ;
- Les écarts sur les plans de maintenance ;
- L'utilisation des Pièces Détachées / de Rechange.

Les comptes-rendus de COPIL seront remis au format PPT, EXCEL ou Power BI.

7.2 Constatation de l'exécution des prestations

Le Titulaire est tenu de se prêter aux contrôles de la bonne exécution de ses prestations à tout moment par les services techniques du CHU ou par un organisme technique au choix de cette dernière. Ces contrôles ne dégagent en rien la responsabilité du Titulaire.

En cas de litige, le contrôle sera établi contradictoirement.

Si lors de ce contrôle il est démontré la faute du Titulaire, les frais engendrés seront à la charge de celui-ci ; dans le cas contraire ils resteront à la charge du CHU.

7.2.1 Type de contrôles

Les contrôles qualitatifs portent sur la conformité des résultats à obtenir :

- bon état des équipements,
- qualification du personnel,
- tenue à jour des documents d'entretien-maintenance,
- réglage correct des appareillages de contrôle,
- optimisation du fonctionnement des installations,
- qualités des fournitures à charge du Titulaire, etc.

Les contrôles quantitatifs portent sur la conformité :

- de la présence effective du personnel,

- de la périodicité des opérations d'entretien préventif,
- de la bonne exécution des opérations d'entretien curatif dans le respect des délais,
- tenue à jour des documents d'exploitation.

7.2.2 Décision après contrôle

En cas de défaillance ou de litige avec le Titulaire, le CHU peut suivant le cas :

- refuser la prestation qui devra être recommencée,
- demander un contrôle contradictoire, exécuté au titre du marché,
- appliquer les pénalités prévues au CCAP,
- demander réparation ou remise en état aux frais du Titulaire,
- demander résiliation du marché pour faute grave.

8 CAUTIONNEMENT

Le Titulaire est dispensé de la constitution d'un cautionnement.

9 MODALITÉ DE DÉTERMINATION DES PRIX

L'Acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur et à chaque sous-traitant. Les prix sont réputés établis au mois de remise des offres, noté m_0 .

9.1 Contenu des prix

Le Titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux (visite obligatoire) et de tous les éléments afférents à l'exécution des prestations ; il reconnaît avoir notamment, avant remise de son Acte d'Engagement :

- apprécié toute difficulté inhérente au site, aux moyens de communication, aux ressources en main d'œuvre, etc.,
- contrôlé les indications des documents du dossier d'appel d'offres,
- s'être entouré de tous renseignements complémentaires nécessaires auprès des services techniques du CHU et auprès de tous services ou autorités compétentes,
- avoir pris connaissance des cahiers des charges des marchés de travaux en ce qui concerne les nouvelles installations.

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG des marchés de fournitures courantes et de services (FCS), les prix du Titulaire comprennent, sans que l'énumération ci-après soit limitative, les faux frais, frais généraux, garanties, frais d'assurances, taxes et impôts de toute nature et le bénéfice.

9.2 Forme des prix

9.2.1 Prestations P2

Les prestations de conduite et de maintenance seront rémunérées à prix global et forfaitaire désigné par le terme P2.

Les intervention de maintenance constructeur entrant dans la période du marché sont incluses dans celui-ci. Si elles interviennent lors de la période ferme, leur prix sera lissé sur les 3 années. Si elles interviennent lors de la 4^{ème} ou de la 5^{ème} année, elles seront imputées sur l'année concernée.

Dans le cas où un défaut de prestation obligerait à anticiper une maintenance constructeur normalement hors des 5 ans contractuels, celle-ci serait à la charge du Titulaire.

9.2.2 Pièces détachées refacturables

Les pièces détachées d'un montant unitaire supérieur ou égal à 100 € HT seront facturées à l'attachement sur bon de commande. Les prix seront justifiés par les factures des fournisseurs faisant apparaître les éventuelles remises, et auxquelles seront appliquées un coefficient de « peines et soins » porté à l'acte d'engagement.

Il n'est pas fixé de seuil de montant annuel. En revanche, le maximum annuel sera de 75 000,00 € HT.

Le Titulaire aura jusqu'au plafond ci-dessus l'exclusivité de la fourniture, dont il devra produire une liste indicative chiffrée (BPU).

9.2.3 Prestations hors forfait

Le CHU pourra commander des prestations hors forfait concernant des travaux des réparations ou des fournitures sur les équipements objets du présent marché. Ces dernières feront l'objet systématiquement d'un devis et d'un bon de commande.

Il n'est pas fixé de seuil de montant annuel. En revanche, le maximum annuel sera de 40 000,00 € HT.

Un procès-verbal devra être émis par le Titulaire et le CHU pour valider la facturation des travaux ou réparations dits hors forfait.

9.3 Variations dans les prix

9.3.1 Redevances P2

Le montant de la redevance forfaitaire sera révisé selon la formule suivante :

$$P2 = P2_0 \times \left(0,125 + 0,15 \frac{FSD1}{FSD1_0} + 0,725 \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0} \right)$$

où :

P2	=	Nouveau prix révisé
P2 ₀	=	Prix de base figurant dans l'Acte d'Engagement
FSD1	=	Indice global des Frais et Services Divers de type 1 connu à la date de révision.
ICHT-IME	=	Indice des Salaires, revenus et charges sociales - Coût du travail - Indices du coût horaire du travail révisé - Tous salariés - Indices mensuels – Industries Mécaniques et Électriques, connu à la date de révision.
FSD1 ₀	=	Indice global des Frais et Services Divers de type 1 du mois m ₀ , et figurant à l'article II.2 de l'acte d'engagement.
ICHT-IME ₀	=	Indice des Salaires, revenus et charges sociales - Coût du travail - Indices du coût horaire du travail révisé - Tous salariés - Indices mensuels - Industries Mécaniques et Électriques du mois m ₀ , et figurant à l'article II.2 de l'acte d'engagement.

9.3.2 Modalités d'application des révisions de prix

Le prix P2 sera révisé tous les ans à la date anniversaire du marché et restera inchangé pendant une période de 12 mois suivante.

Si l'un des indices venait à disparaître, les deux parties s'accorderont soit pour lui substituer un nouvel indice, soit pour déterminer une nouvelle formule de révision.

Le pourcentage de variation des prix sera limité à la hausse à 3% pour une année.

9.4 Avances

Régies par l'article R 2191-3 du Code de la Commande Publique, étant entendu que l'avance forfaitaire devra faire l'objet d'une garantie à première demande en restitution d'avance.

9.5 Clause de sauvegarde

Toute variation de prix P2 supérieure à 5% à la baisse et susceptible de porter préjudice au Titulaire se résoudra selon les règles applicables à l'imprévision "telles que régies par le droit des contrats administratifs".

10 MODALITÉS DE RÈGLEMENT

10.1 Facturation

Le projet de décompte indique ce qui doit être réglé respectivement au Titulaire et à chaque sous-traitant. Le Titulaire joindra à son décompte une attestation indiquant la somme à prélever sur celle qui lui est due pour la partie de la prestation exécutée par chaque sous-traitant.

Les montants du présent marché seront réglés à terme échu par mandat administratif, sur factures de la redevance décomposées de la façon suivante :

12 factures mensuelles du 1/12^{ème} de la redevance forfaitaire annuelle.

10.2 Facturation électronique

Le paiement sera effectué selon les règles de la comptabilité publique, en application des articles R.2192-10 à R.2192-16 et R.2192-22 à R.2192-36 du code de la commande publique et selon les dispositions des articles 11 et 12 du CCAG Fournitures courantes et services (FCS).

Conformément à l'article 4-1 du décret n°2016-1478 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

Dans le cas d'une facturation électronique, celle-ci devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'État « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électronique sont effectués sur le portail de facturation selon les modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur rejette la facture transmise en avertissant le Titulaire au préalable et l'invitant à utiliser « CHORUS ».

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

La copie des barèmes officiels, ayant servi aux calculs des indices de revalorisation des prix sera jointe aux décomptes.

Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service pourra éventuellement être exigé par le CHU.

Le paiement des sommes dues sera effectué par le Trésorier Principal du CHU de Limoges par virement dans le délai de 50 jours à compter de la réception de la facture sur CHORUS PRO, ne pouvant être interrompu que dans les hypothèses prévues par le décret susvisé.

Toute pièce justificative manquante entraînera la mise en instance du paiement (suspension du délai) ou son rejet pour défaut de pièce manquante.

10.3 Intérêts moratoires

Conformément aux dispositions de l'article 5 du décret 2002-232 du 21 février 2002, le défaut de paiement dans le délai fera courir de plein droit et sans autre formalité des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire ou du sous-traitant bénéficiant du paiement direct.

Le taux de ces intérêts moratoires est celui du taux de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires commencent à courir, augmenté de huit (8) points.

Le défaut de paiement entraîne également le versement d'une indemnité de 40 € pour frais de recouvrement, due dès le 1^{er} jour de retard.

11 PRESTATIONS NON CONFORMES - PÉNALITÉS

11.1 Prestations non-conformes

Les prestations non conformes sont définies à l'article 6 du CCTP du présent marché.

11.2 Pénalités pour retard

11.2.1 Retard dans l'exécution des prestations de maintenance préventive

Les dates d'intervention sont fixées contradictoirement au début de chaque période contractuelle. En cas de retard supérieur à 15 jours par rapport à ces dates, il sera appliqué une pénalité calculée comme suit :

1/365^{ème} du montant annuel de la part de marché correspondante par jour de retard au-delà de ces 15 jours.

11.2.2 Retard dans la tenue à jour des documents d'entretien-maintenance

En cas de non tenue à jour ou non remise à temps des documents visés à l'article 7.1 du présent C.C.A.P., il sera fait application d'une pénalité de 50 € HT par jour de retard et par document.

11.2.3 Retard dans l'intervention pour dépannage

En cas de retard dans l'intervention pour dépannage, il sera fait application d'une pénalité calculée comme suit :

50 € HT par heure de retard, le nombre d'heures étant arrondi au nombre entier supérieur.

11.2.4 Retard dans la réparation

En cas de retard dans la réparation par rapport au délai fixé d'un commun accord (art. 3.5.1 du CCTP), il sera fait application d'une pénalité calculée comme suit :

- **Pour des équipements et/ou installations de criticité 3 : 1/365^{ème}** du montant annuel de la part de marché correspondante par jour de retard.
- **Pour des équipements et/ou installations de criticité 2 : 2/365^{ème}** du montant annuel de la part de marché correspondante par jour de retard.
- **Pour des équipements et/ou installations de criticité 1 : 3/365^{ème}** du montant annuel de la part de marché correspondante par jour de retard.

11.2.5 Retard dans le rétablissement

Les pénalités s'appliquent à l'expiration des délais prévus au 6.5 du CCTP.

Si les délais d'intervention et/ou de rétablissement sont dépassés, il sera fait application d'une pénalité égale à :

- 100 € par heure de retard pour les cas relevant de l'urgence 1.
- 50 € par heure de retard pour les cas relevant de l'urgence 2.
- 50 € par tranche de 24 heures de retard pour les cas relevant de l'urgence 3.

Les pénalisations sur l'intervention et sur le rétablissement seront cumulatives (si retard sur intervention entraîne retard sur rétablissement, les 2 pénalités sont appliquées).

Si les délais de réparation sont dépassés, les locaux concernés seront considérés comme indisponibles et les pénalités afférentes s'appliqueront.

11.3 Pénalités pour indisponibilité

L'indisponibilité des installations techniques est définie à l'article 6.6 du CCTP.

En cas d'indisponibilité, la différence entre le taux de disponibilité minimal fixé au 3.4.8 du CCTP et le taux réel constaté (déduction faite des temps de maintenance programmés) sera converti en nombre d'heures, arrondi à l'entier supérieur.

La pénalité applicable sera calculée ainsi :

- 100 € par jour et par terminal impacté pour le froid de l'ensemble des sites
- 100 € par jour et par équipement pour les autres équipements.

11.4 Pénalités pour non-respect des règles d'hygiène

En cas de manquement constaté aux obligations décrites au 6.7 du CCTP relatives à l'hygiène, à la propreté des équipements ou à l'évacuation des déchets :

- Sur constat en heures de présence, rétablir la situation de façon immédiate ;
- À défaut d'exécution, une pénalité forfaitaire de **2 500 euros** sera appliquée de plein droit, sans préjudice de toute action complémentaire (réparations, résiliation, etc.) ;
- Voir nombre d'événements dans l'année / sur la durée ;
- En cas de manquement grave mettant en cause la salubrité ou la sécurité des personnes, le maître d'ouvrage pourra engager une procédure de résiliation aux torts exclusifs du Titulaire, sans indemnité.

11.5 Pénalités pour non-respect de l'obligation de moyen en personnel

En cas de manquement constaté aux obligations décrites au 6.8 du CCTP relatives à l'obligation de moyen en personnel, faute de remplacement d'un agent absent, le forfait de rémunération sera réduit du nombre d'heures non remplacées multiplié par le taux horaire porté à l'acte d'engagement.

11.6 Dérogation

Les clauses du présent article ne sont pas applicables lorsque les circonstances ne sont pas imputables au Titulaire, en particulier si la non-conformité est due à une insuffisance dans la quantité ou dans la qualité des approvisionnements à la charge du CHU.

Il appartient au Titulaire d'en apporter la preuve.

11.7 Imputation des pénalités

Les sommes pourront soit être imputées sur les factures du Titulaire qui suivront la notification des pénalités, soit faire l'objet d'un titre de recette.

12 RESPONSABILITÉ - ASSURANCE

12.1 Responsabilité

Au titre du présent marché, le Titulaire reste seul responsable de tous les dommages corporels, matériels et immatériels, résultant directement, ou indirectement des prestations qui découlent du présent marché, et ce, que ces dommages soient causés à des tiers ou au CHU.

Le Titulaire assure seul, pendant la durée du marché, à l'égard du CHU, comme de tous les tiers, l'entière responsabilité de ses préposés et celle des techniciens spécialistes, des sous-traitants ou des agents auxquels il fait appel à un titre quelconque à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Ne sont pas couverts dans le présent marché, les dégâts provenant des conditions anormales d'entretien-maintenance des installations par le CHU ou par un tiers - maniement incorrect - inobservation des prescriptions du Titulaire - interventions non autorisées - dégradations volontaires - influences ambiantes imprévisibles (produits nocifs, etc.)

12.2 Force majeure

Ne sera considéré comme cas de force majeure que tout événement présentant cumulativement un caractère d'extériorité, d'irrésistibilité et d'imprévisibilité tel qu'admis par le droit administratif.

Ce n'est qu'à cette condition que le Titulaire pourra être totalement ou en partie dispensé d'honorer ses obligations, mais dans tous les cas il sera recherché une solution permettant d'assurer la continuité du service public.

12.3 Assurances

12.3.1 Généralités

Aucun règlement ne peut avoir lieu sans une attestation de la compagnie d'assurance intéressée certifiant que le Titulaire a réglé les primes d'assurance afférentes, aux polices mentionnées ci-avant, ainsi que les frais de vérification qui, le cas échéant, lui incombent.

Le CHU se réserve le droit, sans préjudice de l'application des dispositions du chapitre 7 (résiliation du marché) du CCAG des marchés de fournitures courantes et de services, de payer directement les primes à la compagnie d'assurance et d'en imputer le montant sur les sommes dues au Titulaire.

Au vu des attestations d'assurances fournies par le Titulaire, le CHU pourra exiger une extension de garanties, qu'il s'agisse du montant de celles-ci ou de la nature des risques estimés insuffisamment couverts par le CHU. À défaut de satisfaire à cette demande, restée infructueuse un mois après mise en demeure par le maître d'ouvrage au moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception, les garanties complémentaires seront souscrites aux frais et risques du Titulaire auprès d'une compagnie d'assurance au choix du CHU. L'avenant d'extension de garantie est fourni dans les mêmes conditions de formes que celles du présent article.

L'assureur du Titulaire devra avoir expressément pris connaissance du cahier des charges. À cet effet, celui-ci devra lui être transmis par le Titulaire.

12.3.2 Assurance RC

Dans un délai de quinze jours à dater de la notification du marché et avant toute intervention, le Titulaire doit justifier :

- d'une police d'assurance couvrant ses activités professionnelles telles que décrites dans la déclaration du candidat.
- d'une police d'assurance garantissant en particulier, son personnel, celui du CHU et tous tiers en cas d'accident ou de dommages causés par l'exécution des prestations du marché. D'une manière générale, il garantira le maître d'ouvrage de tous recours qui pourrait être exercés à son encontre du fait direct ou indirect de l'exécution de son marché.

La mention de garantie pour « maintenance d'installations non réalisées par l'assuré » doit figurer sur le contrat et être reportée sur l'attestation de l'assureur.

12.3.3 Assurance « pertes d'exploitation »

Dans le même délai, le Titulaire doit justifier d'une police d'assurance couvrant les pertes d'exploitation liées à la défaillance de conservation dans une chambre froide. Les quantités et valeurs stockées seront données par le CHU à cet effet.

Le montant estimé à ce jour des pertes d'exploitation possibles est de :

- 400 000 € TTC (quatre cent mille euros TTC) pour la cuisine,
- 2 000 000 € TTC (deux millions d'euros TTC) pour la pharmacie,
- 50 000 € TTC (cinquante mille euros TTC) pour les autres activités.

12.3.4 Franchise

En cas de sinistre, le Titulaire s'engage à ne jamais opposer le montant de sa franchise au CHU.

13 RÉSILIATION DU MARCHE ET EXÉCUTION PAR DÉFAUT

13.1 Cas général

La résiliation et/ou l'exécution aux frais et risques est susceptible d'intervenir dans les conditions prévues par le CCAG Fournitures courantes et Services (chapitre 7).

13.2 Cas particuliers

La résiliation pourra également intervenir dans les cas suivants :

- Cession, transfert ou apport du présent marché sans l'accord du CHU,
- Désaccord persistant entre les parties sur le changement de formule de révision en cas de disparition d'indice,
- Désaccord persistant entre les parties sur l'aménagement du marché à la suite de modifications des installations, des bâtiments ou des conditions de fonctionnement.

13.3 Procédure de résiliation

La résiliation interviendra de plein droit et sans indemnité dans les cas exposés ci-avant. Elle sera signifiée par lettre recommandée, avec accusé de réception et sera effective dès la réception de celle-ci, sauf indication contraire portée dans ladite lettre.

Toutes les procédures de résiliation exposées ci-avant ne font pas obstacle aux actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées à l'encontre du Titulaire à raison de ses fautes par un tiers, ou de toute autre action qui pourraient être diligentées par le CHU.

14 REGLEMENT AMIABLE DES LITIGES

En application de l'article 46 du CCAG des fournitures et services, tout différend survenant à l'occasion du présent marché sera soumis au préalable à la Direction du CHU de Limoges.

Les différends importants pouvant conduire à l'application de l'article 11 et/ou de l'article 13 du présent CCAP (pénalités, résiliation...), et n'ayant pas trouvé de solution satisfaisante dans le cadre du paragraphe précédent, doivent être soumis à l'examen d'un comité de conciliation avant tout recours aux instances officielles de règlement des litiges et ceci dans un délai maximum de 15 jours suivant la constatation du litige.

Le directeur du CHU, ou le responsable de la société Titulaire, peuvent saisir le comité de conciliation dans le délai ci-dessus.

15 RECOURS AU COMITE CONSULTATIF REGIONAL OU À LA JURIDICTION COMPETENTE

Il doit être recouru à la procédure de conciliation définie à l'article 14 du présent CCAP avant toute action auprès du comité prévu aux articles R.2197-1 à R.2197-25 du code de la commande publique et auprès de la juridiction compétente.

Toutes les contestations se rapportant à l'exécution du présent marché et qui n'ont pas pu être réglées amialement seront soumis au **Tribunal Administratif de Limoges**.

Tribunal Administratif de Limoges	
1, cours Vergniaud – 87000 Limoges	
Courrier électronique (e-mail) : greffe.ta-limoges@juradm.fr	Téléphone : 05 55 33 91 55 Fax : 05 55 33 91 60
Adresse internet (URL) : http://limoges.tribunal-administratif.fr/	

16 CESSION DU MARCHÉ

Le présent marché est incessible sans l'accord express du CHU formulé par écrit, même si cette cession s'inscrit dans le cadre d'une procédure collective concernant l'entreprise Titulaire du marché. En revanche, l'établissement se réserve le droit de pouvoir céder le marché à une autre personne publique (ou assimilée).

17 DÉROGATIONS

Articles du CCAG auxquels il est dérogé	Articles du C.C.A.P. qui dérogent au CCAG
Pénalités - article 14	Article 11
Résiliations – chapitre 6	Article 13.2

Lu et approuvé, le

(Signature du Titulaire)